SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 15 MARS 1911.

Rapport de la Commission de la Justice sur la demande d'autorisation de poursuites à charge de M. le Sénateur F. De Fuisseaux.

Présents: MM. DUPONT, Président; A. BRAUN, le Comte GOBLET
D'ALVIELLA, le Baron ORBAN DE XIVRY, DU BOST et MAGNETTE,
Rapporteur.

MESSIEURS,

Notre honorable collègue M. F. De Fuisseaux est l'objet d'une demande en autorisation de poursuites adressée au Sénat par M. le Procureur du Roi de Mons.

Les faits qui servent de base à cette demande sont extrêmement simples. Ils paraissent procéder de rivalités entre voisins de chasse, et l'on sait que l'ardeur que mettent les chasseurs à défendre leurs droits les amènent souvent à attribuer une importance exagérée à des incidents qui, pris en eux-mêmes, ne mériteraient pas les honneurs d'une discussion judiciaire.

La propriété de M. De Fuisseaux, située à Baudour, se compose d'une habitation entourée d'un parc assez étendu et comprenant une dizaine d'hectares.

M. De Fuisseaux organise de temps à autre des battues dans cette propriété. Celle-ci est bordée, d'un côté, vers le fond du parc, par un chemin. Au delà de ce chemin, d'une largeur de 8 à 10 mètres, se trouvent des terrains sur lesquels une société de chasseurs possède le droit de chasse.

Le gibier passe donc, normalement, du parc dans le bois attenant, et réciproquement.

A la limite même de sa propriété, M. De Fuisseaux a fait établir une clôture en ronces artificielles, composée de fils barbelés, au nombre de 3 ou 4 sur la hauteur, de telle façon que le passage du gibier n'est pas intercepté. Puis, un peu en retrait de cette clôture, M. De Fuisseaux a fait creuser un fossé dans lequel ont été plantés des piquets. A ces piquets a été attaché un treillis à mailles serrées, treillis mobile pouvant monter et s'abaisser de façon que, selon qu'il repose sur le sol ou est relevé, il permet ou non le passage du gibier. La hauteur à laquelle

on peut écarter ce treillis du sol est d'environ 40 centimètres, hauteur à laquelle il demeure habituellement fixé. Mais il paraîtrait, aux dires des plaignants, que la veille du jour où M. De Fuisseaux organise une battue, le treillis est rabattu vers le sol, de telle sorte que le gibier renfermé dans le parc ne trouve plus d'issue vers le chemin qui fait la limite des chasses.

Les voisins de chasse de M. De Fuisseaux, à l'opinion desquels s'est rangé M. le Procureur du Roi de Mons, ont vu dans les faits que nous exposons ci-dessus, une infraction à l'article 8 de la loi sur la chasse, et ils ont adressé au parquet de Mons une plainte contre M. De Fuisseaux.

M. le Procureur du Roi a longtemps hésité sur le point de savoir s'il convenait de donner suite à cette plainte et de solliciter du Sénat l'autorisation de poursuivre M. De Fuisseaux devant le tribunal correctionnel.

Ce qui l'a décidé à prier le Sénat de renvoyer notre honorable collègue devant la juridiction répressive, c'est qu'il a rencontré, au cours de ses lectures, des citations d'autorités juridiques qui considèrent les treillis destinés à retenir le gibier comme des engins propres à le capturer ou à en faciliter la capture.

Votre Commission ne peut proposer au Sénat de se rallier à la demande formulée par le parquet de Mons.

Il ne lui appartient pas d'apprécier si le procédé auquel notre honorable collègue aurait eu recours échappe ou non à toute critique : les rapports entre propriétaires de chasses joignantes et les incidents qui peuvent surgir entre eux sont souvent de nature telle qu'ils n'en permettent pas une appréciation raisonnée, sans qu'on soit au courant de tous les éléments et détails.

Mais ce qui est incontestable, c'est qu'il règne un doute sérieux sur l'applicabilité de l'article 8 du fait qu'on impute à M. De Fuisseaux (1).

Le dispositif établi dans la propriété de notre honorable collègue tombe-t-il sous le coup de cette disposition qui prohibe, sous des peines diverses, l'emploi, le transport et la détention des filets, lacets, bricoles, appâts et autres engins propres à prendre, à détruire les lapins et le gibier ou à en faciliter soit la prise, soit la destruction. En d'autres termes, le treillis glissant, visé par la poursuite, constitue-t-il un engin prohibé?

Nous inclinons vers la négative.

Grammaticalement, qu'est-ce qu'un engin?

Larousse et Littré le définissent : un instrument, un ustensile.

Or, une clôture métallique, dans laquelle ne se trouvent d'ailleurs pratiqués ni pièges ni trappes, ne peut, semble-t-il, être qualifiée d'us-

(1) Cet article 8 est ainsi conçu : « Il est interdit en tout temps, sous peine d'une amende de 100 francs à 200 francs et d'un emprisonnement de huit jours à un mois, d'employer des filets, lacets, bricoles, appâts et tous autres engins propres à prendre, à détruire les lapins et le gibier dont fait mention l'article 10 ci-après ou à faciliter soit la prise, soit la destruction de ce gibier.

» Le transport et la détention des engins mentionnés ci-dessus seront punis d'une amende de 100 à 200 francs. Ils pourront être recherchés et saisis conformément aux règles prescrites par le Code d'instruction criminelle.

» L'emploi et le transport de ces mêmes engins seront punis d'une amende de 200 à 400 francs et d'un emprisonnement de quinze jours à deux mois, si les délinquants étaient armés, déguisés ou masqués, ou si les faits ont été commis en bande ou pendant la nuit.

» Dans tous les cas, les engins susmentionnés seront saisis et confisqués si le juge en ordonne la destruction. »

tensile ou d'instrument et assimilée aux exemples que nous indique la loi.

Le Commentaire législatif de Servais (page 42), pour préciser le sens et la portée des mots « engins propres à faciliter la prise et la destruction du gibier », nous renvoie à l'Exposé des motifs et à la Circulaire ministérielle du 2 mars 1882.

L'examen de ces documents et l'exemple qui y est donné, c'est-à-dire l'appareil réflecteur ou bac à lumière au moyen duquel on éclaire à une assez grande distance le terrain occupé par le gibier que la clarté attire et que l'on peut abattre sans peine à bout portant, démontrent que l'intention du législateur a été d'interdire les engins dont l'aide permettrait *immédiatement et fatalement* le massacre du gibier sans que l'adresse du chasseur dût intervenir. (SERVAIS, p. 82, n^{os} 6 et 588.)

Dans le même sens il se lit aux *Pandectes belges*, V^o Chasse, n^o 956 :
 « Le juge doit faire une distinction, qui sera souvent difficile, entre les » engins qui relèvent des procédés traditionnels et usuels de la chasse » considérée avant tout comme plaisir ou exercice d'adresse et les » engins exceptionnels que l'usage exclut de la chasse ainsi enten- » due et dont l'efficacité est la plupart du temps indépendante de » l'adresse du chasseur. »

Dans notre espèce et étant donnée l'étendue de la propriété, d'un périmètre de 1,285 mètres, il paraît certain que le seul effet du procédé imaginé par M. De Fuisseaux a été de permettre à ses invités de tirer quelques pièces de plus, mais sans exclure l'adresse du Nemrod.

Et cette probabilité grandit quand on remarque que la clôture du parc n'empêche pas le passage du gibier et que, le treillis incriminé ne régnaant que le long du bois formant la chasse des plaignants, le gibier peut, même quand ce treillis est abaissé, sortir du parc par les autres côtés et échapper ainsi au fusil des chasseurs.

M. le Procureur du Roi invoque l'exemple cité par les *Pandectes* (V^o Chasse, n^o 977), à savoir le placement des filets en guise de clôture mobile, de manière à emprisonner le gibier à poils dans un carré plus ou moins spacieux et à l'y détruire inévitablement; et il ajoute que c'est cet exemple qui a levé chez lui toute hésitation.

Cet exemple ne s'écarte-t-il pas sensiblement de notre espèce puisqu'il vise, à n'en pas douter, un carré enserré de toutes parts par des filets et non un espace dont deux des côtés, aussi longs d'ailleurs ou à peu près que le treillis incriminé, sont ouverts et offrent de larges issues au gibier chassé en battue?

Enfin, le dispositif installé dans la propriété de notre honorable collègue n'est pas transportable, et, M. le Procureur du Roi le reconnaît, on se demande comment il serait possible de se conformer à la prescription de l'alinéa 4 de l'article 8, qui ordonne la saisie et la confiscation des engins prohibés.

Cette constatation est de nature à nous porter à croire, si les arguments ci-dessus n'étaient déjà suffisants pour former notre conviction, que le treillis dont le parquet veut faire l'objet d'infractions ne peut être compris dans la catégorie des procédés de chasse prohibés qui sont entrés dans les prévisions du législateur.

(4)

Assurément, la thèse de l'honorable organe de la loi peut être défendue; mais, tout au moins, en présence des raisons invoquées ci-dessus, des doutes graves subsistent sur le bien-fondé de cette thèse.

Et c'est bien la seule question à examiner, car, nous l'avons dit, il n'appartient pas au Sénat d'apprécier en soi le procédé incriminé et de rechercher si, à défaut d'un délit, il faut y voir l'usage excessif et répréhensible d'un droit, ou seulement un moyen ingénieux, mais permis, de grossir le nombre des pièces à faire figurer au tableau un jour de battue.

Il ne semble donc pas possible à votre Commission de déroger au principe de l'immunité parlementaire dans le seul but de faire résoudre par la justice une difficulté juridique.

En présence de cette incertitude sur la qualification juridique des faits, d'une gravité minime en somme, et du manque de décisions judiciaires s'y rapportant exactement, votre Commission, à l'unanimité, vous propose de ne pas accorder l'autorisation sollicitée.

Le Rapporteur,
CH. MAGNETTE.

Le Président,
EMILE DUPONT.